



BULLETIN D'INFORMATION DU CLUSTER PROTECTION SOUS NATIONAL DE LA REGION DU SAHEL AU BURKINA FASO

1^{ER} JANVIER– 31 MARS 2025



■ CLUSTER PROTECTION SOUS NATIONAL DE LA REGION DU SAHEL

Réunions de coordination du cluster protection de la Région du Sahel

Les trois rencontres mensuelles planifiées durant le trimestre ont pu être organisées par le Cluster protection sous national de la région du Sahel.

- » Le mardi 28 janvier 2025, la rencontre mensuelle du Cluster protection sous national de la Région du Sahel s'est tenue dans la salle de réunion du HCR à Dori, ainsi qu'en ligne via Teams. Cette plénière a réuni 24 participants issus de diverses organisations et structures.

Les Participants sont des Agences du système des Nations Unies (UNHCR, OCHA, PAM) ; des Associations locales et ONGs nationales (MBDHP, ASUKGI, A2N, ECLUD, ONF-BF, ACD/N, ADRN/SB), des ONGs internationales (Oxfam, IRC, DRC, HI, Plan International, CICR, CIAUD/Canada, CREDO), des Coordinations (Cluster Protection, AOR VBG, AoRLTB, AoRLAM, SGTSMSPS).

Cette rencontre a permis de discuter des enjeux de protection dans la région du Sahel et de coordonner les efforts entre les différentes parties prenantes pour améliorer la situation des populations vulnérables.

La principale recommandation issue de cette rencontre était la réalisation d'analyses FFOM des AoR ou Groupes de travail, à présenter lors de la rencontre mensuelle de février.

- » Le mardi 25 février 2025, s'est tenue en présentiel la rencontre de coordination dans la salle de réunion du HCR. Au nombre des recommandations formulées nous avons : le partage d'expérience de l'analyse Forces, Faiblesse, Opportunités et Menaces (FFOM) du fonctionnement de l'AoR VBG ; la maximisation des sensibilisations auprès des communautés et des transporteurs ; l'intensification des sensibilisations et orientation des PDI qui suivent les convois vers les services appropriés ; la formalisation des rencontres entre les Organisations des Personnes Handicapées et les acteurs humanitaires.

- » Le mardi 25 mars 2025, lors de sa rencontre plénière du mois, le cluster protection sous-national de la Région du Sahel s'est réuni dans la salle de réunion de HCR/Dori et en ligne via Teams. Cette séance a rassemblé 32 participants issus de diverses structures, notamment les agences du système des Nations Unies UNHCR et UNFPA, les structures étatiques DRHHSN-SHL, les associations locales et ONGs nationales MBDHP, ACD-NAANGUE, UNIJED/Afrique, ONF-BF, ABSEJ, A2N, ADRN-SB, AFAS, APPDL, SERACOM, ECLUD, Khoolesmen, les ONGs internationales OXFAM, DRC, IRC, NRC, MdME, World Vision International, CIAUD, CREDO, ACF, HI, PUI, et la coordination Cluster Protection, AOR VBG, AOR LAM, CPAOR, Task Force Monitoring de Protection, AOR LTB.

Les points suivants ont été à l'ordre du jour : tour de table des acteurs et suivi des recommandations ; activités de la coordination et des AOR, du GT Protection du Soum et parole à la coordination ICCG ; échange sur une fiche de renseignement de la mise en œuvre des plans d'action pour une réponse inclusive.

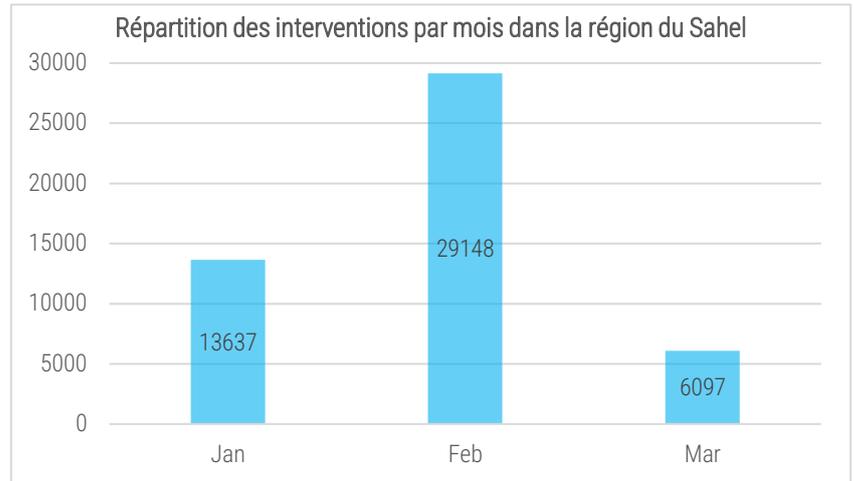
L'échange sur la fiche de renseignement de la mise en œuvre des plans d'action pour la réponse inclusive a consisté en une présentation de ladite fiche, suivie d'une discussion sur le niveau d'avancement des activités au niveau du cluster protection sous-national de la région du Sahel.



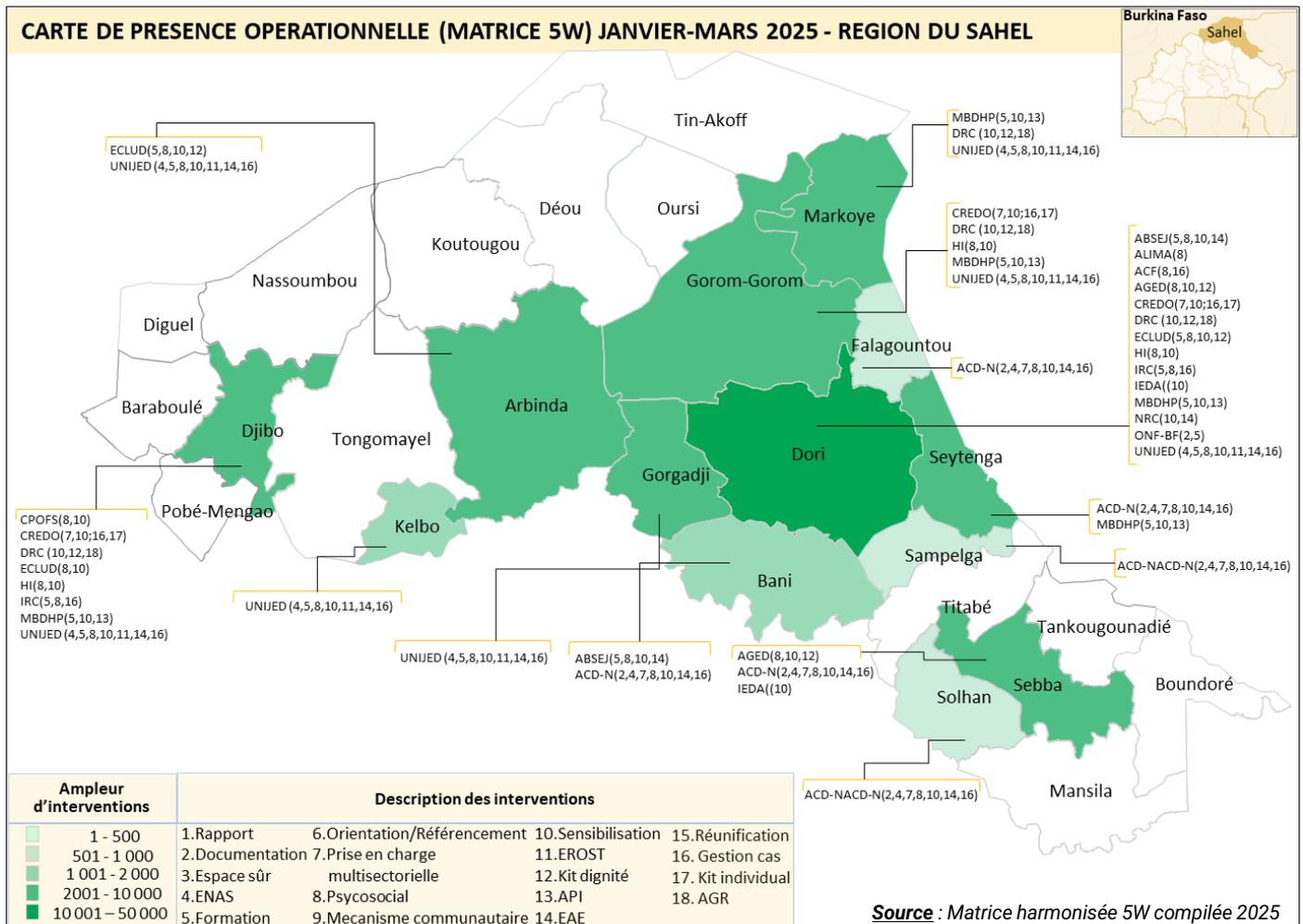
« Participants à la rencontre mensuelles du cluster protection sous national du Sahel du 25 mars 2025 » © CPSN-SHL

Matrice harmonisée des réalisations des membres du Cluster Protection de la Région du Sahel avec le paquet de réponses (janvier-mars 2025¹)

Au premier trimestre de 2025, 17 organisations humanitaires notamment **ALIMA, NRC, ECLUD, SOCODEVI, Pathfinder, IRC, UNFPA, Plan, ACF, UNHCR, CREDO, DRC, HI, Oxfam, ACD Naangué, UNICEF** et **UNIJED Afrique**, ont soutenu les interventions de protection dans la région du Sahel. Selon les données des matrices 5W, le mois de février a enregistré le plus grand nombre d'interventions, tandis que le mois de mars en a connu moins, probablement en raison de la suspension de certains financements. La répartition mensuelle des interventions est illustrée par le graphique ci-contre.



Les communes d'**Arbinda, Bani, Djibo, Dori, Falagountou, Gorgadji, Gorom-Gorom, Kelbo, Markoye, Sampelga, Sebba, Seytenga** et **Solhan** ont été les principales bénéficiaires des activités de protection menées par les structures suivantes : **CPOFS, ALIMA, ONF-BF, NRC, IRC, IEDA Relief, AGED, ECLUD, ABSEJ, ACF, MBDHP, DRC, CREDO, HI, ACD Naangué** et **UNIJED Afrique**. La carte ci-dessous montre la présence des acteurs dans ces communes et l'ampleur d'interventions réalisées.



¹ Les chiffres utilisés dans cette section sont des sommes des données rapportées à travers les matrices 5W. Ils ne correspondent pas au nombre calculé de personnes touchées par les interventions mais plutôt l'ampleur des interventions.

Plusieurs activités ont été menées par UNIJED/Afrique, partenaire de l'ONG Oxfam dans le cadre de la mise en œuvre des projets que sont : « *De la programmation de la protection basée sur la communauté à la programmation de la protection dirigée par la communauté : les personnes au centre de la réflexion sur la manière d'atténuer efficacement les effets néfastes des conflits prolongés et du changement climatique* », financé par la coopération belge au développement au Burkina Faso et « *Réponse humanitaire multisectorielle (eau, assainissement et hygiène - WASH, sécurité alimentaire et protection) aux crises humanitaires en Afrique de l'Ouest, Centrale et Orientale* », financé par le ministère des Affaires étrangères Allemande au Burkina Faso.

- **Formation des équipes protection** : Deux séances de formation ont été organisées au profit des équipes protection des partenaires UNIJED-Afrique, SERACOM, ATAD et Oxfam à Dori les 4 et 5 mars et à Gorom-Gorom les 8 et 9 mars. Ces formations ont porté sur des thématiques de protection telles que « *la protection humanitaire, l'analyse de protection et la programmation sûre* », et ont permis de toucher 32 personnes (15 femmes et 17 hommes). L'objectif principal de ces sessions de formation était de contribuer au renforcement des capacités des équipes Oxfam et de ses partenaires (Chargés de protection, Assistants de protection et Promoteurs de protection) afin qu'ils soient en mesure d'assurer la mise en œuvre des activités et l'analyse des risques de protection. Ceci vise à contribuer, d'une part, à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base à travers une assistance adaptée aux besoins des personnes, fournie à temps et dans un environnement de protection, et d'autre part, à la protection et au respect des droits humains des personnes affectées par la crise humanitaire, notamment les femmes, les hommes, les filles et les garçons.
- **Formation des structures de protection communautaire (Comités de protection communautaire et forums des femmes)** : Deux séances de formation ont été organisées les 5 et 6 mars 2025 à Dori et Gorom-Gorom au profit de dix (10) structures de protection communautaires (cinq (05) comités de protection communautaire et cinq (05) comités communautaires des femmes) sur la protection et les violences basées sur le genre. Cette activité a permis de toucher 125 personnes.
- **Formation des autorités locales et des leaders communautaires sur les notions de protection** : Deux sessions de formation ont été réalisées à Dori le 4 mars et à Gorom-Gorom le 7 mars sur les droits humains, l'exploitation et les abus sexuels. Ces formations ont permis de renforcer les capacités des participants et participantes afin qu'ils et elles soient capables d'identifier les différents cas d'abus et violations des droits humains, leurs impacts sur les communautés (PDI et hôtes), et de définir les actions de mitigation. De plus, ces formations leur ont permis de comprendre leur rôle en tant qu'acteurs de protection pour garantir et promouvoir le respect des droits humains. Cette activité a permis de toucher 45 personnes.
- **Distribution des kits de protection et de dignité aux femmes et filles** : Une distribution de kits de protection et de dignité a eu lieu les 19 et 20 février 2025 au profit de 90 ménages hôtes et PDI vulnérables à Gorom-Gorom. La cible était essentiellement des femmes cheffes de ménage. Chaque kit comprenait : 2 nattes, 4 couvertures, 2 lampes torches, 1 poste radio, 1 paquet de quatre (4) serviettes hygiéniques réutilisables, 3 pommades corporelles (beurre de karité) et 1 sac de conditionnement pour kit de dignité.
- **Réunion de dialogue entre les communautés, les autorités locales, communales et les leaders communautaires** : Deux (2) réunions de dialogue se sont tenues à Dori et Gorom-Gorom le 7 mars 2025. Elles ont connu la participation de 33 personnes, dont des leaders communautaires, des autorités locales, des services techniques de la Mairie, des services techniques de la direction provinciale de l'action humanitaire, des membres de la communauté et des représentants des jeunes. L'objectif de ces réunions de dialogue était d'analyser les problèmes liés à la protection que rencontrent les membres de la communauté, de proposer des pistes de solutions et des recommandations pour une atténuation effective de ces problèmes.
- **Organisation des tables rondes régionales entre les autorités, membres des communautés et leaders communautaires sur les problèmes de protection** : Une (1) table ronde régionale a été organisée à Dori le 19 mars 2025 sous la présidence de Monsieur le Secrétaire Général de la Région du Sahel. Cette activité a connu la participation des leaders communautaires, des services techniques de l'État, des membres de la communauté des communes de Dori et Gorom-Gorom, des organisations non gouvernementales et des clusters. La table ronde a été un espace de dialogue entre tous les acteurs intervenant dans la protection dans le Sahel. Elle a permis aux communautés des localités concernées de poser leurs doléances et de présenter leurs problèmes de protection rencontrés aux autorités afin de trouver des pistes de solutions communes. Au total, 52 personnes ont été touchées par cette activité. L'objectif de cette activité consiste à s'appuyer sur les efforts entrepris par les membres des communautés pour accroître leur sécurité et leur bien-être en négociant de meilleures pratiques de protection auprès des autorités locales, régionales et nationales pour la résolution des problèmes de protection.

- **Sensibilisation sur les risques de protection** : Au cours de la période, en collaboration avec les structures de protection communautaires et avec l'appui de l'équipe des partenaires, des séances de sensibilisation communautaires ont été menées à Dori et Gorom-Gorom sur des thématiques de protection telles que les documents d'état civil, la cohésion sociale, les droits de l'homme, les canaux de dénonciation des cas de violation, la protection de l'enfant, le déni d'accès aux ressources et opportunités, la déscolarisation, le planning familial, le viol, le circuit de référencement, la violence physique, l'exploitation et les abus sexuels, etc. Ces séances de sensibilisation ont permis de toucher **3321** personnes, dont **1371** femmes, **685** hommes, **771** filles et **494** garçons, parmi lesquelles **27** personnes handicapées.



« Sensibilisations communautaires sur les risques de protection à Dori » © UNIJED Afrique



« Tables rondes régionales : autorités, membres des communautés, leaders communautaires sur les problèmes de protection à Dori » © UNIJED Afrique



« Distribution des kits de protection et de dignité aux femmes et filles à Gorom-Gorom » © UNIJED Afrique

Activités du Projet « Assistance humanitaire d'urgence en santé mentale et protection pour les populations affectées par le conflit et les déplacés dans les régions du Sahel, du Nord et du Centre Nord » financé par ECHO - SDC, DRC

- ✓ **Assistances de protection individuelle** : Sept (07) cas, tous des déplacés internes (6 femmes et 1 homme) victimes d'incidents de protection, ont été identifiés à Gorom-Gorom et ont bénéficié d'une assistance de protection individuelle pour la satisfaction de leurs besoins en documentation civile et en vivres.
- ✓ **Référencement** : Treize (13) femmes déplacées internes, victimes d'incidents de protection ou exposées à des risques de protection, ont été identifiées à Gorom-Gorom et référées vers d'autres organisations pour la satisfaction de leurs besoins en Activités Génératrices de Revenus (AGR), en kits d'hygiène et pour bénéficier d'une prise en charge psychologique.
- ✓ **Évaluation rapide de protection** : Faisant suite à la publication de l'alerte ID 633_241221_SÉNDOR-1 publiée par le GCORR le 19 février 2025, DRC a réalisé à Dori une évaluation rapide de protection. En marge de cette activité, plusieurs autres ont été réalisées, notamment :
- ✓ **Sensibilisation** : De façon conjointe avec son partenaire HI, DRC a tenu vingt (20) séances de sensibilisation sur les thématiques d'abus et exploitation sexuels, les violences psychologiques et émotionnelles, les conséquences des VBG, l'éducation aux risques des engins explosifs, les PSP (Points de Service Provisoires ?) et la gestion du stress. Ces séances ont touché 530 personnes, dont 137 hommes (95 PDI et 42 hôtes), 356 femmes (282 PDI et 74 hôtes), 15 garçons (09 PDI et 06 hôtes) et 22 filles (13 PDI et 09 hôtes).
- ✓ **Assistance en kits de dignité** : Quarante-cinq (45) filles et femmes en âge de procréer, victimes d'incidents de protection, ont été identifiées et appuyées en kits de dignité.
- ✓ **Référencement** : Treize (13) personnes (6 femmes, 2 hommes, 4 filles et 1 garçon), toutes déplacées internes et victimes d'incidents de protection, ont été référées vers le partenaire HI pour une meilleure prise en charge.
- ✓ **Assistance de protection individuelle** : Soixante-deux (62) personnes déplacées internes (45 femmes et 17 hommes), victimes d'incidents de protection tels que les incendies de biens, l'extorsion, la confiscation de biens, le pillage, le vol et l'atteinte à l'intégrité physique, ont été identifiées et ont bénéficié d'une assistance de protection individuelle.

Principales réalisations de l'Eveil Club pour le Développement (ECLUD) au trimestre 1 de l'année 2025

Durant la période de janvier à mars 2025, ECLUD, en partenariat avec DRC-HI et VSF/Burkina, a mené des activités dans le domaine de la protection, notamment :

- **Monitoring sur les thématiques de cohésion sociale et VBG** réalisé à Djibo, Dori et Arbinda. Cette activité a touché 414 personnes, dont 267 femmes (5 Personnes Handicapées - PH) et 147 hommes (2 PH).
- **Causeries éducatives sur l'éducation aux risques liés aux engins explosifs improvisés** réalisées à Djibo et Arbinda. Au total, 276 personnes ont été touchées, soit 120 femmes (2 PH) et 156 hommes (9 PH).
- **Formation sur la protection et la PSEA** au profit du personnel d'ECLUD, de VSF et du comité local de protection d'ECLUD, réalisée à Dori. 30 personnes ont participé, dont 8 femmes et 22 hommes.
- **Formation sur la protection et l'EREEX** au profit des acteurs locaux d'Arbinda. 30 personnes ont été touchées, soit 10 femmes (dont 3 PH) et 20 hommes (dont 5 PH).
- **Assistance en API (Kits de dignité)** au profit de 10 femmes PDI.

- Référence de 8 femmes pour une prise en charge en AGR (Activité Génératrice de Revenus).
- Référence de 12 cas de VBG pour une gestion de cas.
- Journée récréative sur la culture hors sol réalisée à Djibo et Arbinda au profit de 50 filles dans le cadre de la Journée Internationale de la Femme.



« Groupe de discussion sur la cohésion sociale avec des hommes réfugiés réalisé 13/03/2025 à Dori/site Petit Paris » © ECLUD



« Assistance en API au profit des femmes PDI le 19/03/2025 à Dori/Bureau ECLUD » © ECLUD



« Journée récréative réalisée à Djibo/secteur 2 au profit des filles dans le cadre de la Journée Internationale de la Femmes » © ECLUD

■ DOMAINE DE RESPONSABILITE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE (VBG)

Réalizations majeures dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), CREDO

L'ONG CREDO est un partenaire du HCR menant des activités au profit des PDI et des réfugiés dans la région du Sahel durant l'année 2025. Au cours de la période sous revue, diverses interventions ont été effectuées.

🌀 Les activités de prévention des VBG

- 03 communes de la région du Sahel à savoir Dori, Djibo et Gorom-Gorom ont été touchées par les interventions qui ont bénéficié à un total **1466** réfugiés et PDI. Ces sensibilisations ont porté sur plusieurs thématiques, dont les principales sont en lien avec les services de prise en charge des survivantes de VBG : les causes profondes des VBG et les moyens communautaires de prévention et d'atténuation des risques de VBG ; les conséquences et moyens de prévention du déni de ressource, d'opportunité et/ou de service, du mariage forcé et de la violence psychologique/émotionnelle ; les conséquences et moyens de prévention de l'agression physique et sexuelle, les abus et exploitations sexuelles.

Causeries éducatives au cours du trimestre 1 de l'année 2025 par CREDO

Commune	Nombre	Homme	Femme	Fille	Garçon	Total pers.	Statut Personne
Dori	24	233	293	161	137	824	Réfugié
Djibo	12	57	68	33	30	188	Réfugié
Dori	12	87	222	16	3	328	PDI
Gorom-Gorom	3	45	45	22	14	126	PDI
Total	51	422	628	232	184	1466	

Source : CREDO

🌀 La divulgation de cas de VBG

La typologie des cas de VBG divulgués au cours de la période se résume dans le tableau ci-dessous. **16** cas de VBG ont été divulgués au cours du trimestre dont 10 à Dori, 5 à Djibo et 01 à Gorom-Gorom. **05** cas concernent des PDI et **11** des réfugiés.

Type de VBG	Dori	Djibo	Gorom-Gorom	Total
Déni de ressource, d'opportunité et ou de service	3		1	4
Viol	2			2
Aggression physique	1			1
Mariage forcé		1		1
Violence psychologique/ émotionnelle	4	4		8
Total	10	5	1	16

Source : CREDO

🔗 Les activités de réponse aux cas de VBG

Les réponses ont consisté à des assistances en nature et à la prise en charge psychosociale des survivantes ; mais aussi à une assistance aux points focaux et groupes d'hommes modèles dans la lutte contre les VBG. Ces assistances se répartissent comme suit :

- Pour les réfugiés : 8 assistances en nature à des survivantes de VBG dont 4 à Dori et 4 à Djibo ; 02 assistances en faveur de chaque groupe de soutien ; 7 survivantes prises en charge (4 à Dori et 3 à Djibo) ;
- Pour les PDI : 4 survivantes assistées en nature, 4 survivantes ont bénéficié d'une prise en charge Psychologue et 2 assistances en faveur de chaque groupe de soutien.

■ DOMAINE DE RESPONSABILITE PROTECTION DE L'ENFANCE (PE)

Remise de kits d'installation à 500 adolescents et adolescentes à Dori et à Gorom-Gorom ; UNICEF, ACD-NAANGUE

Dans le cadre du projet « Réponse intégrée pour l'accès aux droits et l'amélioration des conditions de vie des enfants et leurs familles affectés par la crise » financé par UNICEF, cinq cents (500) adolescentes et adolescents dont deux cent vingt-quatre (224) filles ayant achevé leur formation préprofessionnelle de courte durée ont été dotés de kits minima pour leur installation, l'objectif étant de leur fournir les outils nécessaires pour faciliter leur insertion.

Chaque kit est composé d'outils et de matériels spécifiques adaptés aux différents métiers (coiffure, couture, énergie solaire, réparation de portable, aviculture, menuiserie bois et mécanique deux roues.) pour lesquels les apprenants ont été formés.



« Remise des kits d'installation aux apprenants de la menuiserie bois » ©ACD-Naangué



« Remise des kits aux apprenants de la couture ©ACD-Naangué

■ TASKFORCE MONITORING DE PROTECTION

Principales réalisations au premier trimestre 2025 du MBDHP, partenaire de mise en œuvre de HCR

✓ Le monitoring de protection

C'est une activité qui implique la collecte, la vérification, la documentation et l'analyse d'informations afin de repérer les atteintes des droits de l'homme subies par les déplacés internes et autres populations affectées, ainsi que les risques de protection auxquels elles sont confrontées. Le monitoring de protection implique non seulement la surveillance de l'environnement de protection, mais aussi les réponses aux cas de protection identifiés et aux personnes à besoins spécifiques (PBS). Durant ce premier trimestre, le monitoring de protection a été réalisé sur l'étendue de la région du Sahel. Au total, **398** PBS, dont **120** hommes, **165** femmes, **54** garçons et **59** filles, ont été identifiées. Pour les cas individuels de protection, **271** cas ont été rapportés. En termes de réponses, **113** PBS ont été assistées et **38** cas de protection ont également été assistés. L'assistance a consisté en la prise en charge des ordonnances médicales des malades et en l'assistance en nature, qui a consisté en l'achat de vivres pour certaines PBS et certains cas individuels en situation de très grande vulnérabilité. **12** cas de protection et **34** PBS ont été référés vers d'autres structures pour des prises en charge plus adéquates.

✓ **Les activités de cohésion sociale par le MBDHP**

Pour renforcer le vivre ensemble entre les communautés déplacées et les populations hôtes, des actions de sensibilisation ont été entreprises pour souligner la nécessité de l'acceptation mutuelle. Des séances et campagnes de sensibilisation au profit des PDI, réfugiés et des communautés hôtes sont organisées. Au cours de ce trimestre, des séances de sensibilisation ont été réalisées par les moniteurs, volontaires de protection et les membres des comités au profit des PDI, des populations hôtes et des réfugiés dans les différentes localités de la région. Au total, 977 personnes ont été touchées par les séances de sensibilisation, dont 239 hommes, 320 femmes, 198 garçons et 220 filles. Les thématiques abordées lors de ces sensibilisations sont principalement **le vivre ensemble, les mariages forcés et l'importance de la documentation civile**. Ces séances de sensibilisation ont pour objectif de mener des réflexions avec les communautés sur la tolérance, l'acceptation, le vivre ensemble, ainsi que la prévention et la gestion pacifique d'éventuels différends entre ces communautés.

✓ **Les activités de cohésion sociale par les partenaires de localisation**

L'association Sukaabe Ginan, dans le cadre de la promotion du vivre ensemble, a organisé deux théâtres fora.

Le premier, réalisé le 7 mars 2025 à la direction régionale des sports et loisirs de la région du Sahel, il portait sur les dénis des ressources et l'autonomisation des femmes. L'objectif était de sensibiliser la population sur les conséquences des dénis des ressources pour l'autonomisation des femmes et d'offrir un cadre d'expression pour interpeller les communautés sur cette problématique.

Le deuxième, réalisé le 15 mars 2025 sur le terrain de sport de l'école Dori D au secteur 05 de Dori, il portait sur l'inclusion et la cohésion sociale au sein des écoles. Les objectifs étaient de sensibiliser les élèves PDI, réfugiés et hôtes sur l'importance de l'inclusion et de la cohésion sociale à l'école, d'organiser des activités ludiques de prise en charge psychosociale et d'encourager l'acceptation des autres, y compris ceux avec des handicaps.

Ces deux activités ont été appréciées par les communautés, qui ont souhaité qu'elles soient menées de manière permanente pour un meilleur vivre ensemble.

La coopérative Djam Weli a organisé une causerie sur la prévention des conflits communautaires dans la ville d'Arbinda. À l'occasion de cette causerie, plusieurs thématiques liées à la prévention et au règlement des conflits communautaires dans la ville d'Arbinda ont été abordées. Les principaux socles pour un meilleur vivre ensemble entre les différentes communautés dans ce contexte de crise sécuritaire ont été discutés. Il a été recommandé de privilégier le dialogue lors de la résolution des différends dans la communauté. Les personnes ressources prenant la parole ont salué l'initiative et ont promis d'œuvrer en ce qui les concerne pour renforcer davantage la cohésion sociale dans la ville d'Arbinda. L'activité a connu la participation des PDI et des populations hôtes de la localité. Au total, 63 personnes, dont 28 hommes, 17 femmes et 18 garçons, ont été touchées par ces causeries sur la cohésion sociale.



« Causerie éducative à Arbinda sur la prévention des conflits communautaires » ©MBDHP



« Sensibilisation sur la cohésion sociale à Dori » ©MBDHP



« Sensibilisation sur la cohésion sociale à Gorom-Gorom » ©MBDHP

Pour tout Contact en vue des amples renseignements :

1. Bertrand YAMAHA NDJAMBOU, Coordinateur du Cluster Protection sous national du Sahel, Email : YAMAHAND@unhcr.org, Phone : 05000820

2. Amadou OUEDRAOGO, Co-Facilitateur du Cluster Protection sous National du Sahel, Email : amadou.uedraogo@oxfam.org, Phone : 75155583

3. Abdoul Kader GUIGMA, Associé à la Gestion de l'Information, Cluster Protection sous national du Sahel. Email : guigma@unhcr.org, Phone : 65504605